

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : MDE 24/033/2008

ÉFAI

30 octobre 2008

Syrie. Les États-Unis doivent enquêter sur les informations selon lesquelles des civils ont été tués

Amnesty International appelle les autorités américaines à enquêter sur les informations selon lesquelles en effectuant un raid dimanche 26 octobre à partir de l'Irak les forces américaines auraient tué huit civils, dont un mineur, dans un village à l'est de Damas, en Syrie. L'organisation demande également aux autorités américaines d'indiquer si, comme le suggèrent certaines informations, des individus ont été faits prisonniers lors de cette attaque.

Les autorités syriennes ont affirmé qu'au moins huit personnes avaient été tuées et d'autres blessées lorsque peu avant 17 heures le 26 octobre les forces américaines ont attaqué un « *bâtiment civil en construction* » dans le village d'Al-Soukkariya non loin de la ville syrienne d'Abou Kamal, à huit kilomètres de la frontière avec l'Irak. Elles ont indiqué que parmi les victimes se trouvaient cinq membres d'une même famille, un père et ses quatre fils, dont le plus jeune avait seize ans.

Des témoins oculaires habitant dans le village auraient déclaré à des journalistes s'étant rendus sur place que des soldats américains avaient surgi d'hélicoptères, étaient entrés dans le bâtiment en construction et avaient abattu les sept ouvriers qui s'y trouvaient. Les soldats auraient ensuite fait irruption dans une tente avoisinante où habitaient le gardien du bâtiment et sa famille et ils auraient ouvert le feu, tuant le gardien et blessant grièvement son épouse. Un témoin aurait affirmé qu'au moins deux personnes auraient été faites prisonnières par les soldats américains, mais ni les autorités syriennes ni d'autres sources n'ont fait de déclarations allant en ce sens.

Des responsables américains auraient déclaré à la presse, en gardant l'anonymat, que cette attaque visait un réseau faisant entrer clandestinement des combattants en Irak et qu'elle s'inscrivait dans le cadre de la « *définition élargie de l'auto-défense* » du gouvernement des États-Unis. Ces sources anonymes ont également affirmé qu'un homme soupçonné d'être un dirigeant important d'Al Qaïda et d'autres « *combattants* » lui étant associés avaient tués mais qu'il n'y avait pas de victimes civiles. Cependant, les porte-parole officiels du Pentagone et du Département d'État ont refusé de commenter cette attaque jusqu'à maintenant.

Les autorités irakiennes ont semblé dans un premier temps justifier le raid par le fait qu'il visait des insurgés s'infiltrant en Irak mais, le 28 octobre, elles ont condamné l'attaque en déclarant qu'elles avaient ouvert une enquête sur cet événement et qu'elles avaient l'intention d'en communiquer les résultats aux autorités syriennes.

Tout en se félicitant de l'annonce d'investigations par les autorités irakiennes, Amnesty International demande aux autorités américaines d'ouvrir immédiatement une enquête exhaustive et indépendante pour déterminer si leurs forces ont respecté les règles du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits humains. Celles-ci disposent que les civils ne doivent jamais être pris pour cibles et qu'ils doivent être protégés en tout temps de l'utilisation d'une force aveugle et disproportionnée. Une telle enquête devrait être menée de toute urgence et les résultats devraient être rendus publics dans leur totalité. Toute personne soupçonnée d'avoir commis une violation grave devrait être déférée à la justice dans le cadre d'une procédure respectant les normes internationales d'équité des procès.

Amnesty International appelle également les autorités américaines à indiquer si des individus ont été faits prisonniers à l'occasion de cette attaque et, si tel est le cas, elle leur demande d'indiquer leur nombre, leur identité, le lieu où ils se trouvent et leur statut au regard de la loi.

FIN

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, Royaume-Uni. Tél. : +44 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org
Amnesty International, International Secretariat, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni

www.amnesty.org